

**N° 7140<sup>7</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2017-2018

**PROJET DE LOI****relatif à un régime d'aides en faveur  
des petites et moyennes entreprises et portant abrogation****1° des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004  
portant création d'un cadre général des régimes d'aides en  
faveur du secteur des classes moyennes; et****2° de l'article 4 la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour  
objet 1. le développement et la diversification économiques,  
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre  
régional de l'économie**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE**

(27.6.2018)

La Commission se compose de : M. Franz FAYOT, Président ; Mme Tess BURTON, Rapporteur ; Mme Diane ADEHM, M. Gérard ANZIA, M. André BAULER, Mme Simone BEISSEL, M. Félix EISCHEN, Mme Joëlle ELVINGER, M. Léon GLODEN, M. Claude HAAGEN, Mme Françoise HETTO-GAASCH, M. Laurent MOSAR, M. Roy REDING, Membres.

\*

**1) ANTECEDENTS**

Le 18 mai 2017, le projet de loi n° 7140 a été déposé à la Chambre des Députés par Madame la Secrétaire d'Etat pour Monsieur le Ministre de l'Economie.

Au texte gouvernemental étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, un tableau de concordance, les fiches financière et d'évaluation d'impact ainsi que le règlement (UE) n° 651/2014 à respecter par le présent régime d'aide.

Les corporations concernées ont publié leurs avis comme suit :

- la Chambre des Métiers le 20 octobre 2017 ;
- la Chambre de Commerce le 16 janvier 2018.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 24 avril 2018.

Lors de sa réunion du 3 mai 2018, la Commission de l'Economie a désigné Madame Tess Burton comme rapporteur du projet de loi. Au cours de cette même réunion, la commission a procédé à l'examen conjoint du projet de loi, de l'avis du Conseil d'Etat et des autres avis émis.

Le 14 mai 2018, la Commission de l'Economie a soumis une lettre d'amendement pour avis complémentaire au Conseil d'Etat.

Le 19 juin 2018, le Conseil d'Etat a rendu son avis complémentaire, examiné par la Commission de l'Economie au cours de sa réunion du 27 juin 2018.

Le 27 juin 2018, la Commission de l'Economie a adopté le présent rapport.

\*

## 2) OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi a pour objet d'instaurer un régime d'aide destiné à encourager la création, le développement, la rationalisation, la conversion ou la réorientation des entreprises artisanales, commerciales et industrielles et des entreprises de prestation de services ayant une influence motrice sur le développement économique.

Il introduit un nouveau régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises, ci-après désignées par l'acronyme « PME », par référence au règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur. Il intègre dans un texte unique les dispositions relatives aux aides aux PME, tout en promouvant la diversification économique et le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale.

Les PME jouent en effet un rôle moteur en ce qui concerne la croissance économique et la création d'emplois et même si l'entrepreneuriat au Luxembourg peut déjà profiter d'une large panoplie d'instruments d'accompagnement développés au cours des dernières années, le soutien financier reste un élément clé pour aider de nouvelles entreprises à réaliser des investissements initiaux afin de se développer au sein de l'environnement hautement concurrentiel luxembourgeois.

Le projet de loi représente en fait la troisième réforme du cadre légal définissant les dispositions applicables en matière d'aides en faveur des PME. Une première loi datait de 1969 et avait été remplacée en 2004 par les dispositions actuelles qui ont fait leurs preuves au cours des dernières années. Le présent projet de loi innove en introduisant un certain nombre de nouveaux régimes, de nouvelles formes d'aides tout comme de nouveaux principes, susceptibles d'avoir un impact non négligeable.

Lors de son adoption en 2004, le cadre légal actuellement en vigueur a prévu de soutenir les investissements des entreprises par des aides étatiques liées à six régimes différents : le régime général incluant également les aides en cas de première participation à des foires ou expositions et les aides pour conseil externe, le régime particulier de premier établissement, le régime de minimis et les trois régimes spéciaux environnement, innovation et sécurité alimentaire. Par ailleurs, en 2010, un règlement grand-ducal a été adopté précisant quelles sont les activités exclues et les types d'investissements non éligibles.

Ce projet de loi compte surtout soutenir la compétitivité des PME, sachant qu'elles sont confrontées à une évolution constante et continue de leur environnement économique. Il est certain que la digitalisation aura un impact considérable sur les procédures de production et d'organisation des entreprises ainsi que sur la gestation de nouveaux modèles d'affaires.

Partant, le présent projet de réforme du régime d'aide en faveur des PME devrait contribuer à la réalisation des objectifs définis dans le cadre de la „Troisième Révolution Industrielle“ (TIR) tout en favorisant des investissements innovateurs „en temps utile“ auprès des PME, afin d'accroître leur performance.

Le projet de loi reprend et modifie trois régimes d'aides de la loi de 2004. Ces aides sont les suivantes :

- l'aide à l'investissement en faveur des PME;
- l'aide aux services de conseil en faveur des PME;
- l'aide à la participation des PME aux foires.

D'autres aides de la loi de 2004 ont déjà été modifiées par des lois antérieurs. Il s'agit de celles en matière de protection de l'environnement et de celles à l'innovation et à la recherche et au développement.

Par contre, ce projet de loi intègre également quatre nouveaux régimes d'aides, à savoir :

- l'aide couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne ;
- l'aide en faveur des jeunes entreprises « start-up »;
- l'aide destinée à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles;
- l'aide au financement des risques.

Le régime d'aides qui vise à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles visées spécifiquement sont : séismes, glissements de terrain, inondations, tornades, ouragans et feux de végétation d'origine naturelle.

Il est à noter que depuis 2014, le législateur européen permet aux Etats membres de l'Union européenne de couvrir jusqu'à cent pour cent pareils dégâts provoqués par des calamités naturelles.

En ce qui concerne l'instauration d'un régime d'aides destiné à faciliter aux PME le financement des risques. Ceci, en accordant aux intermédiaires financiers des garanties destinées à couvrir d'éventuelles pertes liées à ces financements fournies directement ou indirectement aux entreprises éligibles.

Cette aide vise à répondre aux difficultés des PME de trouver un financement pour des projets plus risqués, car d'une plus grande envergure que d'habitude dans leur secteur respectif. Quand elles parviennent à convaincre un établissement financier, c'est souvent au prix de conditions financières défavorables.

Finalement, le projet de loi comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution prévisionnelle des aides financières destinées aux entreprises pour la période quinquennale 2017-2021 :

<i>Estimation de l'évolution des aides financière (mio €/an)</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>
<b>Entreprises industrielles</b>					
Régime d'aide aux PME transcrit de la loi modifiée du 27 juillet 1993 (25% de l'article 35.0.51.040)	4,25	4,5	4,75	5	5,25
<b>Total Industrie</b>	<b>4,25</b>	<b>4,5</b>	<b>4,75</b>	<b>5</b>	<b>5,25</b>
<b>Entreprises hors industrie</b>					
Régime d'aide aux PME transcrit de la loi du 30 juin 2004(35.	8,775	9,258	9,741	10,225	10,75
Régime d'aide aux PME transcrit de la loi du 30 juin 2004 – bonification d'intérêt (05.6.31.030)	1,599	1,8	2	2,250	2,5
Régime d'aide aux PME transcrit de la loi du 30 juin 2004 – subvention pour conseil externe (05.6.31.040)	0,03	0,05	0,05	0,05	0,05
Participation de l'Etat à la dotation en capital des mutualités de cautionnement du Commerce et de l'Artisanat (35.6.52.000) – <i>remplacé par l'article 10</i>	-0,25	-0,25	-0,25	-0,25	-0,25
Nouvel instrument prévu à l'article 10 du présent projet de loi „Aides au financement des risques“	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Nouvel instrument prévu à l'article 9 du présent projet de loi „Jeunes Entreprises Innovantes“	1	1	1	1	1
<b>Total Entreprises hors industrie</b>	<b>11,654</b>	<b>12,313</b>	<b>13,041</b>	<b>13,775</b>	<b>14,55</b>
<b>Grand Total</b>	<b>15,904</b>	<b>16,813</b>	<b>17,791</b>	<b>18,775</b>	<b>19,8</b>
<b>Grand Total (2017-2021)</b>	<b>89,083</b>				
<b>Moyenne</b>	<b>17,816</b>				

\*

### 3) AVIS

#### 3.1) Avis de la Chambre des Métiers

Dans son avis du 20 octobre 2017, la Chambre des Métiers salue la mise en œuvre d'un cadre moderne et orienté vers l'avenir visant à porter réforme du régime général d'aides aux PME actuel et de certains régimes spécifiques.

Elle fait toutefois appel aux auteurs de reconsidérer le projet de loi en le limitant aux entreprises légalement établies et de faire expressément référence à la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

La Chambre des Métiers se félicite de l'introduction de quatre nouveaux régimes d'aides qui sont les aides couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne, les aides en faveur des jeunes entreprises, les aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles et les aides au financement des risques. Elle approuve par ailleurs la reprise et l'adaptation au règlement européen de trois régimes d'aides de la « loi-cadre classes moyennes » de 2004 qui sont les aides à l'investissement en faveur des PME, les aides aux services de conseil en faveur des PME et les aides à la participation des PME aux foires.

Elle relève aussi le fait que le nouveau régime d'aides au financement des risques constitue un réel plus de sécurité juridique pour les intermédiaires financiers tels que la Mutualité des PME et la Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants, en particulier en ce qui concerne les garanties visant des sous-jacents devant être remboursés sur plus d'un exercice.

La Chambre des Métiers regrette par contre que le projet de loi abroge les régimes « premier établissement » (article 3 de la loi modifiée du 30 juin 2004) et « sécurité alimentaire » (article 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004).

La Chambre des Métiers peut approuver l'orientation du projet de loi, elle ne peut néanmoins pas marquer son accord avec celui-ci sans une prise en considération expresse de ses observations formulées dans son avis.

### **3.2) Avis de la Chambre de Commerce**

Dans son avis du 16 janvier 2018, la Chambre de Commerce salue la volonté des auteurs du projet de loi d'adapter et de modifier le régime d'aides en faveur des PME.

Néanmoins, elle émet quelques remarques. La Chambre de Commerce note que même s'il est prévu à terme d'abroger complètement la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes qui sera devenue une coquille vide lorsque toutes les dispositions la modifiant seront entrées en vigueur, ceci impliquera la coexistence de différents régimes juridiques pendant un certain temps.

La Chambre de Commerce juge qu'il aurait été plus opportun d'abroger entièrement la loi de 2004 pour opérer une refonte complète du régime d'aides via un projet de loi unique.

La Chambre de Commerce rappelle également l'important rôle que la fiscalité peut jouer en faveur de la promotion et du soutien à l'innovation.

Elle plaide par conséquent pour l'introduction de régimes conformes aux exigences actuelles, européennes notamment, afin de développer et d'attirer des sociétés de haute technologie, des startups et également de soutenir les efforts des entreprises pour développer de nouveaux produits et services.

De tels dispositifs seraient particulièrement utiles dans un contexte de déclin tendanciel des dépenses privées de recherche et développement au Luxembourg.

La Chambre de Commerce relève finalement qu'il est nécessaire de garder à l'esprit que la suppression/modification de la législation fiscale dans un sens désavantageux par la suite est toujours perçue de manière négative par des investisseurs potentiels, et est donc à éviter.

La Chambre de Commerce ne peut approuver le présent projet de loi que sous réserve de la prise en considération des remarques formulées dans son avis.

### **3.3) Avis du Conseil d'Etat**

Dans son avis du 24 avril 2018, le Conseil d'Etat constate que le texte du projet de loi représente, pour une portion non négligeable, la reproduction avec des adaptations seulement mineures de dispositions extraites du règlement (UE) n° 651/2014 ce qui l'amène à formuler des observations critiques au sujet de la mise en œuvre concrète de cette approche.

La Haute Corporation doit aussi s'opposer formellement pour contrariété au principe de la hiérarchie des normes à l'article 2 du projet de loi, car le projet de loi ne peut pas renvoyer à un règlement grand-ducal, en l'occurrence le règlement grand-ducal du 16 mars 2005 portant adaptation de la définition des micros, petites et moyennes entreprises.

A l'article 21, concernant le suivi des aides octroyées, le Conseil d'Etat émet une opposition formelle au vu du risque de contrariété avec la norme européenne et en considération de l'insécurité juridique générée.

Le Conseil d'Etat émet également une série de remarques d'ordre légistique.

Suite aux amendements adoptés par la Commission de l'Economie, le Conseil d'Etat a pu lever ses oppositions formelles par un avis complémentaire du 19 juin 2018.

Pour l'examen des articles par le Conseil d'Etat, il est renvoyé au commentaire des articles qui suit.

\*

#### 4) TRAVAUX EN COMMISSION ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Dans ses délibérations, la Commission de l'Economie a pris en considération les avis des chambres professionnelles concernées. Notamment les critiques de la Chambre des Métiers, concernant la non reconduction des régimes « premier établissement » et « sécurité alimentaire » et l'abandon du principe « ex post », mais également celle de la Chambre de Commerce concernant l'exclusion des entreprises en difficulté, ont ainsi été thématiques. La commission parlementaire renvoie à ce sujet au procès-verbal de sa réunion du 3 mai 2018 proposant un résumé des discussions et explications afférentes.

Ayant largement repris les propositions du Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie se limitera, dans le commentaire des articles qui suit, à commenter ces libellés où elle s'est écartée du Conseil d'Etat ou a proposé ses propres amendements ainsi qu'à présenter les nouvelles aides (articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10) et une nouvelle forme d'aide prévues (l'avance récupérable – aux articles 11, 12 et 13).

Pour ce qui est des observations légistiques exprimées dans l'avis du Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie les a fait siennes, à l'exception de celle visant l'article 4, paragraphe 3, lettre a). Dans ce même ordre d'idées, des corrections se sont également imposées à d'autres endroits du dispositif non spécifiquement signalés par le Conseil d'Etat (article 2, point 18 ; article 8, paragraphe 3, lettres b) et c) ; article 9, paragraphe 1, lettre a) ; article 23, paragraphe 2). Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat énonce encore d'autres observations légistiques. La Commission de l'Economie en a tenu compte. Les adaptations afférentes ne seront pas commentées.

##### *Intitulé*

Mises à part les corrections légistiques apportées à l'intitulé et signalées par le Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie a, en plus, redressé l'omission de l'indication de l'article 4 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, article qui sera également abrogé.

A ce sujet, la Commission de l'Economie renvoie à son amendement portant sur l'article 23 du texte gouvernemental.

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

##### *Article 1<sup>er</sup>*

L'article 1<sup>er</sup> détermine l'objet du dispositif légal.

Nonobstant la critique du Conseil d'Etat concernant « l'absence de portée normative du *paragraphe 1<sup>er</sup>* », la Commission de l'Economie a préféré maintenir cette phrase concernant l'objet de la future loi. Elle donne à considérer que ce paragraphe introductoire est utile en ce qu'il permet au lecteur non avisé de saisir d'emblée la portée du dispositif qu'il s'apprête à consulter. La Commission de l'Economie rappelle que le législateur a pour vocation de s'adresser à l'ensemble des administrés et non seulement à un public averti ou à des experts dans un domaine respectif.

Une mention superflète au *paragraphe 2*, signalée par le Conseil d'Etat, a été supprimée.

Au *paragraphe 3*, le terme de « mesure » a été remplacé par celui d'« aide ». Ainsi, la Commission de l'Economie a fait sienne la critique du Conseil d'Etat quant à l'imprécision de ce terme non défini dans le texte gouvernemental. Cet amendement a impliqué des remplacements identiques à d'autres endroits du dispositif, dont notamment au niveau de l'article 10 permettant de la sorte d'uniformiser, tel que souhaité par le Conseil d'Etat, la terminologie de ce texte. Ces adaptations d'ordre purement terminologique ne seront pas commentées dans la suite.

La référence faite par ce même paragraphe à la loi modifiée du 8 juin 1999 a été remplacée par un renvoi au règlement de l'Union européenne n° 651/2014 afin d'assurer le respect des seuils fixés par ce règlement, seuils qui pourraient être inférieurs à ceux prévus par la loi prémentionnée pour certaines mesures.

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### Article 2

L'article 2 regroupe, par ordre alphabétique, les définitions de notions clefs nécessaires à une compréhension correcte du dispositif légal.

Par la suppression de la référence faite par la définition de la « petite entreprise » à un règlement grand-ducal, la Commission de l'Economie a fait droit à l'opposition formelle exprimée par le Conseil d'Etat pour contrariété au principe de la hiérarchie des normes.

Cette suppression permet au Conseil d'Etat de noter que son opposition formelle « peut ainsi être levée ».

#### Article 3

L'article 3 délimite le champ d'application de la loi.

En ce qui concerne l'article 3, *paragraphe 1<sup>er</sup>*, du texte gouvernemental, formulé de manière imprécise selon le Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie a eu explication que cette notion d'« entreprises régulièrement établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg » est suffisamment claire pour les auteurs du projet de loi qui renvoient à ce sujet à la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.<sup>1</sup> Par souci de cohérence, la Commission de l'Economie a donc maintenu inchangée cette formulation. Les exclusions prévues au *paragraphe 2* de l'article 3 ont été maintenues pour la même raison. La liste limitative prévue à cet endroit est reprise du Règlement général d'exemptions par catégorie (RGEC) de l'Union européenne et n'instaure aucune particularité par rapport à ce texte, sans qu'il soit en conséquence nécessaire de le modifier.

Les amendements effectués aux lettres f) et g) du *paragraphe 2* résultent de la révision au niveau communautaire<sup>2</sup> du règlement n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Cette révision a déjà récemment donné lieu à des modifications similaires, par voie d'amendement parlementaire, des lois du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que du 20 juillet 2017 ayant comme objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale.<sup>3</sup>

Dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat, ces amendements ne suscitent pas d'observation.

#### Article 4

L'article 4, article sans observation dans l'avis du Conseil d'Etat, traite des aides à l'investissement.

La Commission de l'Economie a suivi la proposition des auteurs du projet de loi, d'aligner le *paragraphe 2* aux dispositions de l'article 17, paragraphes 2 et 5 du RGEC qui autorisent l'admission de ces deux types de coûts. Ce faisant, elle fait également droit à la volonté du Gouvernement de promouvoir le secteur de l'hébergement.

Renvoyant à la particularité du règlement (UE) n° 651/2014, le Conseil d'Etat explique pouvoir « comprendre que les auteurs du projet de loi aient jugé opportun de s'inspirer des formulations du règlement en question afin de définir des aides qui restent dans le périmètre de ce que le règlement général d'exemption par catégories autorise » et note que cet amendement « n'appelle pas d'observation » de sa part.

1 Doc. parl. 6854

2 Règlement (UE) n° 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne les aides aux infrastructures portuaires et aéroportuaires, les seuils de notification applicables aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine et aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles, ainsi que les régimes d'aides au fonctionnement à finalité régionale en faveur des régions ultrapériphériques, et modifiant le règlement (UE) n° 702/2014 en ce qui concerne le calcul des coûts admissibles.

3 Par l'article 23*bis* de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et modifiant 1. la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ; 2. la loi du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale (doc. parl. n° 6855).

#### Article 5

L'article 5 permet aux ministères de soutenir les PME, jusqu'à hauteur de 50% du coût éligible, lorsqu'elles sollicitent des services de conseil externes. Ne sont pas subventionnées des consultations qui portent sur des questions fiscales, juridiques ou publicitaires. L'idée sous-jacente est de pouvoir soutenir des consultations visant à aider ces entreprises à s'informatiser ou à se restructurer.

Sans observation de la part du Conseil d'Etat.

#### Article 6

L'article 6 permet de subventionner la participation des PME aux foires. Les coûts admissibles sont ceux supportés pour la location, la mise en place et la gestion d'un stand destiné à se présenter à une foire ou exposition. L'aide pourra couvrir jusqu'à la moitié de ces frais.

La commission parlementaire précise que cette aide sera versée peu importe si cette foire ou exposition se déroule au Luxembourg ou à l'étranger.

Sans observation de la part du Conseil d'Etat.

#### Article 7

L'article 7 prévoit des aides permettant de couvrir les coûts de coopération supportés par les PME qui participent à des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013.

Il s'agit de projets transfrontaliers. L'Etat peut ainsi supporter jusqu'à 50% des coûts admissibles, limitativement énumérés au paragraphe 2, lorsque ses PME participent, par exemple, à la réalisation de projets dans la Grande Région.

Sans observation de la part du Conseil d'Etat.

#### Article 8

L'article 8, dit « *start up* article », permet de soutenir le développement de jeunes entreprises qu'il définit en son paragraphe 2 (petites entreprises non cotées, enregistrées depuis un maximum de cinq ans, qui n'ont pas encore distribué de bénéfices et qui ne sont pas issues d'une concentration...).

Article sans observation dans l'avis du Conseil d'Etat.

L'amendement effectué au niveau du *paragraphe 2* résulte également de la révision datant du 20 juin 2017 du règlement n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Amendement sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### Article 9

L'article 9 instaure un régime d'aides visant à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles visées spécifiquement par cet article : séismes, glissements de terrain, inondations, tornades, ouragans et feux de végétation d'origine naturelle.

C'est depuis 2014 que le législateur européen permet aux Etats membres de l'Union européenne de couvrir jusqu'à 100% pareils dégâts provoqués par des calamités naturelles.

Sans observation de la part du Conseil d'Etat.

#### Article 10

L'article 10 prévoit un régime d'aides destiné à faciliter aux PME le financement des risques. Ceci, en accordant aux intermédiaires financiers des garanties destinées à couvrir d'éventuelles pertes liées à ces financements fournies directement ou indirectement aux entreprises éligibles.

Dans son avis, le Conseil d'Etat formule une critique terminologique. La Commission de l'Economie en a tenu compte.

#### Article 11

L'article 11 prévoit les formes que peuvent prendre les aides à l'investissement, aux services de conseil, à la participation aux foires, couvrant les coûts de coopération supportés lors de la participation

à des projets de coopération territoriale européenne, en faveur des jeunes entreprises et destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles – aides prévues aux articles 4 à 9.

Une nouvelle forme d'aide dans ce dispositif d'aides d'Etat est celle de l'avance récupérable, définie au point 3 de l'article 2 et évoquée une première fois au niveau du *paragraphe 1<sup>er</sup>* du présent article 11. Ces conditions et modalités de remboursement sont fixées dans une convention entre le Ministère et l'entreprise bénéficiaire.

Le *paragraphe 2* de l'article 11 reprend une disposition afférente du RGEC. Dans son avis, le Conseil d'Etat doute de la pertinence de cette reprise.

La Commission de l'Economie a eu explication que le RGEC impose la nécessité d'une évaluation de l'équivalent-subvention brut d'une aide lorsque celle-ci est octroyée sous une forme autre qu'une subvention ou bonification d'intérêt. Cette deuxième forme d'aide ne nécessite, par ailleurs, pas non plus le calcul de son équivalent-subvention selon l'article 5.2 a) du RGEC.

La Commission de l'Economie a donc maintenu ce paragraphe. Elle a cependant jugé nécessaire de compléter son libellé afin de le rendre conforme au RGEC.

Compte tenu des explications ci-avant évoquées de la Commission de l'Economie, le Conseil d'Etat note dans son avis complémentaire qu'il « n'a pas d'autre observation à formuler. ».

#### *Articles 12 à 14*

Sans commentaire.

#### *Article 15*

L'article 15 règle les aspects procéduraux de la demande d'aide qui est à adresser aux ministres.

Au niveau de l'article 15, le texte gouvernemental a également été maintenu inchangé, malgré les observations critiques du Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat propose ainsi de supprimer le *paragraphe 5* de cet article faute de contenu normatif autonome, le dispositif en projet ne prévoyant aucune aide sous forme d'allègements fiscaux. La Commission de l'Economie donne, toutefois, à considérer que ce paragraphe n'est pas lié à ce type précis d'aide. Le paragraphe 5 concerne toute forme d'aide prévue par le projet de loi. Etant jugée suffisamment claire, la formulation du renvoi au nécessaire effet incitatif a également été maintenue.

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### *Article 16*

L'article 16 règle la procédure d'octroi de l'aide.

Dans son avis, le Conseil d'Etat propose de simplifier le dispositif en ce qui concerne le renvoi fait à une « commission consultative » qui doit être consultée dès qu'il s'agit d'aides d'un montant supérieur à cent mille euros et propose, dans cet ordre d'idées, également d'omettre le paragraphe 2.

Le maintien du libellé initial de l'article 16 s'explique par un souci de cohérence avec d'autres lois de la compétence de la Commission de l'Economie et instaurant des régimes d'aide en matière de recherche, de développement et d'innovation ainsi qu'en matière d'environnement.<sup>4</sup> Ces dispositifs renvoient également à une commission consultative dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### *Article 17*

L'article 17 traite des règles de cumul des aides afin de déterminer si les seuils et les intensités d'aide maximales fixés par le présent dispositif sont respectés.

Dans son avis le Conseil d'Etat se limite à résumer cet article et à constater que ce dernier propose « un condensé des règles sur le cumul des aides d'Etat qui figurent à l'article 8 du règlement (UE) n° 651/2014. ».

<sup>4</sup> Voir doc. parl. n°s 6854 et 6855.

La Commission de l'Economie a complété la première phrase du paragraphe 3 de l'article 17 par une référence à l'article 10, puisque l'aide au financement des risques constitue également une aide aux coûts admissibles non identifiables.

Amendement sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### *Article 18*

Sans commentaire.

#### *Article 19*

L'article 19 traite du cas de figure de la cessation d'activité d'une entreprise bénéficiaire d'une aide en vertu de la présente loi.

Face à l'observation afférente du Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie a corrigé la formulation de la dernière phrase de l'article 19 (mise au pluriel). Pour ce qui est de la demande du Conseil d'Etat de reprendre un libellé similaire au texte de l'article 22 de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement, elle donne à considérer que ces libellés sont déjà similaires et cite cet article de la loi mentionnée du 15 décembre 2017 :

##### **« Art. 22. Cessation d'activité »**

Lorsqu'une entreprise bénéficiaire d'une aide octroyée en vertu de la présente loi cesse volontairement son activité au cours d'une période de cinq ans à partir de la décision d'octroi de l'aide, que la cessation soit totale ou partielle, elle doit en informer le ministre ayant l'Economie dans ses attributions sans délai. Celui-ci peut demander le remboursement total ou partiel de l'aide versée. »

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### *Article 20*

L'article 20 indique les sanctions applicables en cas d'avantages obtenus indûment.

Par souci de cohérence, la Commission de l'Economie a également maintenu l'article 20 du texte gouvernemental, le Conseil d'Etat le jugeant superfétatoire. A ce sujet, elle renvoie à d'autres régimes d'aides de son domaine de compétence qui contiennent également une disposition pénale renvoyant à l'article 496 du Code pénal.<sup>5</sup>

Sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

#### *Article 21*

L'article 21 regroupe des dispositions réglant le suivi des aides accordées.

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à l'encontre de l'article 21 du texte gouvernemental. Constatant un risque de contrariété avec la norme européenne et au vu de l'insécurité juridique créée, il en demande la suppression.

Tout en jugeant pertinentes les observations du Conseil d'Etat, la Commission de l'Economie a estimé pouvoir apporter les précisions nécessaires à assurer la sécurité juridique requise.

Au *paragraphe 1<sup>er</sup>*, la commission a ainsi supprimé les termes « de l'aide *ad hoc* ou » qui, selon les auteurs du projet de loi, se sont glissés de façon erronée dans le texte initial.

Au *paragraphe 2*, elle a précisé l'étendue des documents à conserver.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat signale que ces deux amendements lui permettent de lever son opposition formelle.

#### *Article 22*

Sans commentaire.

<sup>5</sup> Voir par exemple l'article 21 de la loi du 17 mai 2017 ayant pour objet 1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation; 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche; et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (doc. parl. n° 6854).

*Article 23*

L'article 23 comporte les dispositions abrogeant des articles dans les deux lois mentionnées par l'intitulé du présent dispositif légal.

L'amendement ayant porté sur l'article 23 a complété son *paragraphe 1<sup>er</sup>*.

Par cet amendement, la Commission de l'Economie a tenu compte d'une demande des auteurs du projet de loi souhaitant redresser l'omission de l'indication de l'article 4 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. Cet article, prévoyant un « régime d'aide spécial » pour encourager et soutenir les PME en matière de protection de l'environnement, a également perdu sa raison d'être.

Les autres modifications qui ont été apportées au présent article transposent des observations législatives du Conseil d'Etat. Les paragraphes 2 et 4 ont ainsi été transférés à l'article qui suit, regroupant les dispositions transitoires.

Amendement sans observation dans l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

*Article 24*

L'article 24 contient les dispositions transitoires.

Du fait de l'ajout d'une disposition supplémentaire, l'article a été subdivisé en paragraphes et son intitulé a été mis au pluriel.

Le désormais *premier paragraphe* a été maintenu, malgré le fait que le Conseil d'Etat le juge sans valeur ajoutée par rapport au droit commun et souhaite le voir supprimé. Ce maintien s'explique par un souci de cohérence par rapport à d'autres régimes d'aides relevant du domaine de compétences de la Commission de l'Economie. Elle renvoie ainsi à son commentaire de l'article 26 de la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (doc. parl. n° 6854/09).

Le nouveau *paragraphe 2* reprend deux dispositions (anciens paragraphes 2 et 4) de l'article précédent.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat note qu'au « vu des explications de la commission parlementaire », il « n'a pas d'autre observation à formuler ».

*Article 25*

Sans commentaire.

\*

## 5) TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission de l'Economie recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 7140 dans la teneur qui suit :

\*

**PROJET DE LOI**  
**relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises**  
**et portant abrogation**

**1° des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et**

**2° de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie**

**Chapitre 1<sup>er</sup> – Dispositions générales**

**Art. 1<sup>er</sup>. Objet**

(1) En vue de promouvoir la création, la reprise, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'entreprises offrant les garanties suffisantes de viabilité, sainement gérées et s'insérant dans la structure des activités économiques du pays, il est instauré un régime d'aide aux petites et moyennes entreprises, dénommées ci-après „PME“, qui feront des efforts d'investissements répondant aux objectifs et critères déterminés dans la présente loi.

(2) L'Etat, représenté par le ministre ayant l'Economie et le ministre ayant les Finances dans leurs attributions, dénommés ci-après „les ministres“, peut octroyer une aide au profit des entreprises visées à l'article 3.

(3) Pour chaque aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-avant, le montant brut de l'aide ne peut être inférieur à 1.000 euros, ni supérieur aux seuils fixés par le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dénommé ci-après le „traité“.

**Art. 2. Définitions**

Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1. „actifs corporels“: les actifs consistant en des terrains, bâtiments, machines et équipements;
2. „actifs incorporels“: les actifs n'ayant aucune forme physique ni financière tels que les brevets, les licences, le savoir-faire ou d'autres types de propriété intellectuelle;
3. „avance récupérable“: un prêt en faveur d'un projet ou programme versé en une ou plusieurs tranches et dont les conditions de remboursement dépendent de l'issue du projet ou programme;
4. „coopération organisationnelle“: l'élaboration de stratégies commerciales ou de structures de gestion communes, la prestation de services en commun ou de services visant à faciliter la coopération, les activités coordonnées comme la recherche ou la commercialisation, le soutien aux réseaux et aux groupements, l'amélioration de l'accessibilité et de la communication, l'utilisation d'instruments communs visant à encourager l'esprit d'entreprise et le commerce avec les PME;
5. „coût salarial“: le montant total effectivement à la charge du bénéficiaire de l'aide d'Etat pour l'emploi considéré, comprenant, sur une période de temps définie, le salaire brut (avant impôt) et les cotisations obligatoires telles que les cotisations de sécurité sociale et les frais de garde d'enfants et de parents;
6. „date d'octroi de l'aide“: la date à laquelle le droit légal de recevoir l'aide est conféré au bénéficiaire en vertu de la réglementation nationale applicable;
7. „début des travaux“: soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le début des travaux est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis;

8. „emplois directement créés par un projet d’investissement“: les emplois qui concernent l’activité à laquelle se rapporte l’investissement, et notamment les emplois créés à la suite d’une augmentation du taux d’utilisation de la capacité créée par cet investissement;
9. „entreprise“: toute personne physique ou morale qui exerce, à titre principal ou accessoire, une activité économique;
10. „entreprise artisanale et commerciale du secteur de l’alimentation“: toute entreprise, publique ou privée, qui exerce l’une ou la totalité des activités suivantes, lucratives ou non: préparation, transformation, fabrication, conditionnement, stockage, transport, distribution, manutention et vente ou mise à disposition de denrées alimentaires;
11. „équivalent-subvention brut“: le montant auquel s’élèverait l’aide si elle avait été fournie au bénéficiaire sous la forme d’une subvention, avant impôts ou autres prélèvements;
12. „grande entreprise“: toute entreprise ne remplissant pas les critères énoncés à l’annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;
13. „hygiène des denrées alimentaires“: toutes les mesures qui sont nécessaires pour garantir la sécurité et la salubrité des denrées alimentaires. Les mesures couvrent tous les stades qui suivent la production primaire (celle-ci comprenant, par exemple, la récolte, l’abattage et la traite) que ce soit pendant la préparation, la transformation, la fabrication, le conditionnement, le stockage, le transport, la distribution, la manutention ou la vente ou la mise à la disposition du consommateur;
14. „intensité de l’aide“: le montant brut de l’aide exprimé en pourcentage des coûts admissibles, avant impôts ou autres prélèvements. Lorsqu’une aide est accordée sous une forme autre qu’une subvention, le montant de l’aide est son équivalent-subvention brut. Les aides payables en plusieurs tranches sont calculées sur la base de leur valeur au moment de l’octroi. Le taux d’intérêt qui doit être utilisé à des fins d’actualisation et pour calculer le montant de l’aide dans le cas d’un prêt bonifié est le taux de référence applicable au moment de l’octroi. L’intensité de l’aide est calculée pour chaque bénéficiaire;
15. „intermédiaire financier“: tout établissement financier, quelle que soit sa forme ou sa structure de propriété, y compris les fonds de fonds, les fonds de capital-investissement privés, les fonds de placement publics, les banques, les établissements de microfinancement et les sociétés de garantie;
16. „investissement“: tout investissement en actifs corporels ou incorporels;
17. „microentreprise“: toute entreprise qui occupe moins de dix personnes et dont le chiffre d’affaires annuel ou le total du bilan annuel n’excède pas 2 millions d’euros et répondant aux critères énoncés à l’annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;
18. „moyenne entreprise“: toute entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n’excède pas 50 millions d’euros ou dont le total du bilan annuel n’excède pas 43 millions d’euros et répondant aux critères énoncés à l’annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;
19. „petite entreprise“: toute entreprise répondant aux critères énoncés à l’annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d’aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;
20. „zone assistée“: les zones situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et figurant sur la carte des aides à finalité régionale approuvée par la Commission européenne pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 31 décembre 2020, en application de l’article 107, paragraphe 3, points a) ou c), du traité.

### **Art. 3. *Champ d’application***

(1) Sont visées par la présente loi, les entreprises régulièrement établies sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, dans la mesure où elles se conformeront aux conditions prévues par la présente loi ou les règlements grand-ducaux s’y rattachant. Un règlement grand-ducal fixe la nomenclature des dépenses et des entreprises éligibles.

(2) Sont toutefois exclues du champ d'application de la présente loi:

- a) les aides octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, qui relève du règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil;
- b) les aides octroyées dans le secteur de la production agricole primaire;
- c) les aides octroyées dans le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles, dans les cas suivants:
  - i. lorsque le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées, ou
  - ii. lorsque l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires;
- d) les aides en faveur d'activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des Etats membres, c'est-à-dire les aides directement liées aux quantités exportées, et les aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation;
- e) les aides subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés;
- f) les aides aux entreprises en difficulté, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles et des aides en faveur des jeunes entreprises, pour autant que ces aides ne traitent pas les entreprises en difficulté plus favorablement que les autres entreprises.

On entend par „entreprise en difficulté“ au sens du paragraphe 3 une entreprise remplissant au moins une des conditions suivantes:

- i. s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (autre qu'une PME, en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves (et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société) conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. Aux fins de la présente disposition, on entend par „société à responsabilité limitée“ notamment les types d'entreprises mentionnés à l'annexe I de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et le „capital social“ comprend, le cas échéant, les primes d'émission;
- ii. s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (autre qu'une PME en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées. Aux fins de la présente disposition, on entend par „société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société“ en particulier les types de sociétés mentionnés à l'annexe II de la directive 2013/34/UE précitée;
- iii. lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers;
- iv. lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie, ou a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration;

- v. dans le cas d'une entreprise autre qu'une PME, lorsque depuis les deux exercices précédents:
  - i. le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7,5; et
  - ii. le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'indicateur revenus avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements (EBITDA), est inférieur à 1,0;
- g) les aides individuelles ou *ad hoc* en faveur d'une entreprise faisant l'objet d'une injonction de récupération non exécutée, émise dans une décision antérieure de la Commission européenne déclarant une aide octroyée par le Grand-Duché de Luxembourg illégale et incompatible avec le marché intérieur, exception faite des régimes d'aides destinés à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles.

(3) Est considérée comme autonome toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée au sens des paragraphes 4 et 5 ci-après.

(4) Sont considérées au sens de la présente loi comme des „entreprises partenaires“ toutes les entreprises qui ne sont pas qualifiées comme entreprises liées au sens du paragraphe 5 et entre lesquelles existe la relation suivante: une entreprise (entreprise en amont) détient, seule ou conjointement avec une ou plusieurs entreprises liées au sens du paragraphe 8, 25 pour cent ou plus du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise (entreprise en aval).

Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome, donc n'ayant pas d'entreprises partenaires, même si le seuil de 25 pour cent est atteint ou dépassé, lorsque l'on est en présence des catégories d'investisseurs suivants, et à la condition que ceux-ci ne soient pas, à titre individuel ou conjointement, liés au sens du paragraphe 8 avec l'entreprise concernée:

- a) sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse, pourvu que le total de l'investissement de ces derniers dans une même entreprise n'excède pas 1,25 million d'euros;
- b) universités ou centres de recherche à but non lucratif;
- c) investisseurs institutionnels, y compris fonds de développement régional;
- d) autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5.000 habitants.

(5) Sont des „entreprises liées“ les entreprises qui entretiennent entre elles l'une ou l'autre des relations suivantes:

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Il y a présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante, dès lors que les investisseurs énoncés au paragraphe 4, alinéa 2, ne s'immiscent pas directement ou indirectement dans la gestion de l'entreprise considérée, sans préjudice des droits qu'ils détiennent en leur qualité d'actionnaires ou d'associés.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre des relations visées au premier alinéa à travers une ou plusieurs autres entreprises, ou avec des investisseurs visés au paragraphe 4, sont également considérées comme liées.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre de ces relations à travers une personne physique ou un groupe de personnes physiques agissant de concert, sont également considérées comme entreprises liées pour autant que ces entreprises exercent leurs activités ou une partie de leurs activités dans le même marché en cause ou dans des marchés contigus.

Est considéré comme marché contigu le marché d'un produit ou service se situant directement en amont ou en aval du marché en cause.

(6) Hormis les cas visés au paragraphe 4, alinéa 2, une entreprise ne peut pas être considérée comme une PME si 25 pour cent ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

## **Chapitre 2 – Régimes d'aides**

### **Art. 4. Aides à l'investissement en faveur des PME**

(1) Des aides à l'investissement en faveur des PME peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées aux paragraphes suivants soient remplies.

(2) Les coûts admissibles sont l'un ou l'autre des types de coûts suivants, ou les deux à la fois:

- a) les coûts des investissements dans des actifs corporels et incorporels ;
- b) les coûts salariaux estimés des emplois directement créés par le projet d'investissement en faveur d'un établissement d'hébergement, calculés sur une période de deux ans.

Les emplois directement créés par un projet d'investissement remplissent les conditions suivantes:

- i. les emplois sont créés dans un délai de trois ans à compter de l'achèvement de l'investissement;
- ii. une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents; et
- iii. les emplois créés sont maintenus pendant au moins trois ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois.

(3) Pour être considéré comme un coût admissible aux fins du présent article, un investissement consiste:

- a) en un investissement dans des actifs corporels et/ou incorporels se rapportant à la création d'un établissement, à l'extension d'un établissement existant, à la diversification de la production d'un établissement vers de nouveaux produits supplémentaires ou à un changement fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement existant; ou
- b) en l'acquisition des actifs appartenant à un établissement, lorsque les conditions suivantes sont remplies:
  - i. l'établissement a fermé ou aurait fermé s'il n'avait pas été racheté,
  - ii. les actifs sont achetés à un tiers non lié à l'acheteur, et
  - iii. l'opération se déroule aux conditions du marché.

Lorsqu'un membre de la famille du propriétaire initial, ou un salarié, rachète une petite entreprise, la condition concernant l'acquisition des actifs auprès d'un tiers non lié à l'acheteur n'est pas exigée. La simple acquisition des actions d'une entreprise n'est pas considérée comme un investissement.

(4) Les actifs incorporels remplissent toutes les conditions suivantes:

- a) ils sont exploités exclusivement dans l'établissement bénéficiaire de l'aide;
- b) ils sont considérés comme des éléments d'actif amortissables;
- c) ils sont acquis aux conditions du marché auprès d'un tiers non lié à l'acheteur;
- d) ils figurent à l'actif de l'entreprise pendant au moins trois ans.

(5) L'intensité de l'aide n'excède pas:

- a) 20 pour cent des coûts admissibles pour les petites entreprises;
- b) 10 pour cent des coûts admissibles pour les moyennes entreprises.

### **Art. 5. Aides aux services de conseil en faveur des PME**

(1) Des aides aux services de conseil en faveur des PME peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées aux paragraphes suivants soient remplies.

(2) L'intensité de l'aide n'excède pas 50 pour cent des coûts admissibles.

(3) Les coûts admissibles sont les coûts des services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.

(4) Les services en question ne constituent pas une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services réguliers de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité.

**Art. 6. Aides à la participation des PME aux foires**

(1) Des aides à la participation des PME aux foires peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées aux paragraphes suivants soient remplies.

(2) Les coûts admissibles sont les coûts supportés pour la location, la mise en place et la gestion d'un stand lors de la participation d'une entreprise à toute foire ou exposition.

(3) L'intensité de l'aide n'excède pas 50 pour cent des coûts admissibles.

**Art. 7. Aides couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne**

(1) Des aides couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne relevant du règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées aux paragraphes suivants soient remplies.

(2) Les coûts admissibles sont les suivants:

- a) les coûts liés à la coopération organisationnelle, y compris les coûts de personnel et de bureaux, dans la mesure où ils sont afférents au projet de coopération;
- b) les coûts liés aux services de conseil et d'appui à la coopération fournis par des conseillers et des prestataires de services externes;

On entend par „services d'appui en matière de coopération“: la fourniture de locaux, de sites internet, de banques de données, de bibliothèques, d'études de marché, de manuels, de documents de travail et de modèles.

On entend par „services de conseil en matière de coopération“: les services de conseil, d'assistance et de formation concernant l'échange de connaissances et d'expériences et l'amélioration de la coopération.

- c) les frais de déplacement, les dépenses d'équipement et d'investissement directement liées au projet, ainsi que l'amortissement des instruments et des équipements utilisés directement pour le projet en cause.

(3) Les services visés au paragraphe 2, point b), ne constituent pas une activité permanente ou périodique et sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement habituelles de l'entreprise, telles que celles liées aux services réguliers de conseil fiscal ou juridique, ou à la publicité courante.

(4) L'intensité de l'aide n'excède pas 50 pour cent des coûts admissibles.

**Art. 8. Aides en faveur des jeunes entreprises**

(1) Des aides en faveur des jeunes entreprises peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées aux paragraphes suivants soient remplies.

(2) Le bénéficiaire doit être une petite entreprise non cotée, enregistrée depuis un maximum de cinq ans, qui remplit les conditions suivantes :

- a) elle n'a pas repris l'activité d'une autre entreprise ;
- b) elle n'a pas encore distribué de bénéfices ; et
- c) elle n'est pas issue d'une concentration.

Pour les entreprises admissibles dont l'enregistrement n'est pas obligatoire, la période d'admissibilité de cinq ans peut être considérée comme débutant soit au moment où l'entreprise démarre son activité économique soit au moment où elle est assujettie à l'impôt pour l'activité économique qu'elle exerce.

Par dérogation à la lettre c), les entreprises issues d'une concentration entre des entreprises admissibles au bénéfice d'une aide au titre du présent article sont également considérées comme des entreprises admissibles pendant une période maximale de cinq ans à compter de la date d'enregistrement de la plus ancienne entreprise participant à la concentration.

(3) Les aides en faveur des jeunes entreprises prennent les formes suivantes:

- a) des prêts dont les taux d'intérêt ne sont pas conformes aux conditions en vigueur sur le marché, d'une durée de dix ans et dont le montant nominal n'excède pas 1 million d'euros, ou 1,5 million d'euros pour les entreprises établies dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité. Pour les prêts d'une durée comprise entre cinq et dix ans, les montants maximaux peuvent être ajustés en multipliant les montants mentionnés ci-dessus par le ratio dix ans/durée réelle du prêt. Pour les prêts d'une durée inférieure à cinq ans, le montant maximal sera le même que pour les prêts d'une durée de cinq ans;
- b) des garanties dont les primes ne sont pas conformes aux conditions en vigueur sur le marché, d'une durée de dix ans et pour lesquelles le montant garanti n'excède pas 1,5 million d'euros, ou 2,25 millions d'euros pour les entreprises établies dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité. Pour les garanties d'une durée comprise entre cinq et dix ans, les montants maximaux garantis peuvent être ajustés en multipliant les montants mentionnés ci-dessus par le ratio dix ans/durée réelle de la garantie;
- c) pour les garanties d'une durée inférieure à cinq ans, le montant maximal garanti sera le même que pour les garanties d'une durée de cinq ans; La garantie n'excède pas 80 pour cent du prêt sous-jacent;
- d) des subventions, notamment sous la forme d'investissements en fonds propres ou quasi-fonds propres ou de réductions de taux d'intérêt et de primes de garantie dont le montant en équivalent-subvention brut n'excède pas 0,4 million d'euros, ou 0,6 million d'euros pour les entreprises établies dans des zones assistées remplissant les conditions de l'article 107, paragraphe 3, point c), du traité.

(4) Un bénéficiaire peut être soutenu au moyen d'une combinaison des instruments d'aide visés au paragraphe 3 du présent article, pour autant que la part du montant octroyé au moyen d'un seul de ces instruments, calculée sur la base du montant d'aide maximal autorisé pour cet instrument, soit prise en compte pour déterminer la part résiduelle du montant d'aide maximal autorisé pour les autres instruments entrant dans la combinaison d'instruments.

#### **Art. 9. Aides destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles**

(1) Des aides destinées à remédier aux dommages causés par les séismes, les glissements de terrain, les inondations, les tornades, les ouragans et les feux de végétation d'origine naturelle peuvent être accordées pour autant que les conditions énoncées ci-après soient remplies:

- a) le Gouvernement en conseil a reconnu officiellement l'événement comme une calamité naturelle; et
- b) il existe un lien de causalité direct entre la calamité naturelle et le préjudice subi par l'entreprise concernée.

(2) Les aides relevant de ces régimes sont octroyées dans les quatre années qui suivent la survenance de l'événement.

(3) Les coûts résultant du préjudice subi comme conséquence directe de la calamité naturelle, tels qu'évalués par un expert indépendant agréé, constituent les coûts admissibles. Ce préjudice peut inclure les dommages matériels causés aux actifs tels que les bâtiments, les équipements, les machines ou les stocks. Le préjudice matériel est calculé sur la base du coût de réparation de l'actif concerné ou de la valeur économique qu'il avait avant la survenance de la calamité. Il n'excède pas le coût de la réparation ou la baisse de la juste valeur marchande causée par la calamité, c'est-à-dire la différence entre la

valeur du bien immédiatement avant la survenance de la calamité et sa valeur immédiatement après celle-ci.

(4) L'aide et les autres sommes éventuellement perçues comme indemnisation du préjudice, notamment au titre de polices d'assurance, n'excèdent pas 100 pour cent des coûts admissibles.

**Art. 10. Aides au financement des risques**

(1) Des aides au financement des risques en faveur des PME peuvent être accordées à des intermédiaires financiers accordant des garanties destinées à couvrir les pertes liées aux investissements en faveur du financement des risques fournies directement ou indirectement aux entreprises éligibles selon l'article 3 et à condition de remplir les conditions du présent article.

(2) Les entreprises éligibles aux aides visées par le présent article sont des entreprises qui, au moment de l'investissement initial en faveur du financement des risques, sont des PME non cotées et remplissent au moins une des conditions suivantes:

- a) elles n'exercent leurs activités sur aucun marché;
- b) elles exercent leurs activités sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après leur première vente commerciale;
- c) elles ont besoin d'un investissement initial en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 pour cent de leur chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes.

(3) Les aides au financement des risques peuvent également couvrir des investissements de suivi fournis à des entreprises admissibles, y compris après la période de sept ans mentionnée au paragraphe 2, point b), pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies:

- a) le montant total du financement des risques mentionné au paragraphe 4 n'est pas dépassé;
- b) de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise initial;
- c) l'entreprise bénéficiaire des investissements de suivi n'est pas devenue liée, au sens de l'article 3, à une entreprise autre que l'intermédiaire financier ou l'investisseur privé indépendant qui finance les risques au titre de la mesure, excepté si la nouvelle entité remplit les conditions prévues dans la définition des PME.

(4) Le montant total du financement des risques mentionné n'excède pas 15 millions d'euros par entreprise admissible.

(5) Les aides visées par le présent article remplissent les conditions suivantes:

- a) elles sont mises en œuvre par un ou plusieurs intermédiaires financiers;
- b) les intermédiaires financiers sont sélectionnés au moyen d'une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire visant à établir les modalités appropriées de partage des risques et de la rémunération;
- c) en cas de partage inégal des pertes entre les investisseurs publics et les investisseurs privés, la première perte subie par l'investisseur public est plafonnée à 25 pour cent de l'investissement total;
- d) le taux de garantie est limité à 80 pour cent et les pertes totales supportées par l'Etat sont plafonnées à 25 pour cent du portefeuille sous-jacent garanti. Seules les garanties couvrant les pertes anticipées du portefeuille sous-jacent garanti sont fournies gratuitement. Lorsqu'une garantie comprend également la couverture de pertes non anticipées, l'intermédiaire financier verse, pour la part de la garantie couvrant ces pertes, une prime de garantie conforme au marché.

(6) Les aides au financement des risques garantissent que les décisions de financement sont motivées par la recherche d'un profit. Il est estimé que c'est le cas lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:

- a) les intermédiaires financiers sont régulièrement établis;
- b) un processus de contrôle préalable est mis en place afin de garantir une stratégie d'investissement commercialement saine aux fins de la mise en œuvre de la mesure de financement des risques, y inclut l'adoption d'une stratégie appropriée de diversification des risques visant à parvenir à la viabilité économique et à un niveau efficient en termes de taille et de portée territoriale du portefeuille d'investissements correspondant;

c) le financement des risques des entreprises admissibles se fonde sur un plan d'entreprise viable, contenant des informations sur l'évolution des produits, des ventes et de la rentabilité et établissant la viabilité financière *ex ante*.

(7) Les intermédiaires financiers sont gérés dans une optique commerciale. Cette exigence est réputée satisfaite lorsque l'intermédiaire financier et, en fonction du type de mesure de financement des risques, le gestionnaire de fonds, remplissent les conditions suivantes:

- a) ils sont tenus, légalement ou contractuellement, d'agir avec la diligence d'un gestionnaire professionnel et de bonne foi, ainsi que d'éviter les conflits d'intérêts; ils se conforment aux bonnes pratiques et font l'objet d'une surveillance prudentielle;
- b) leur rémunération est conforme aux pratiques du marché. Cette exigence est réputée satisfaite lorsque le gestionnaire ou l'intermédiaire financier est sélectionné au moyen d'une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire, fondée sur des critères objectifs liés à l'expérience, à l'expertise et à la capacité opérationnelle et financière;
- c) ils perçoivent une rémunération liée à leurs résultats, ou partagent une partie des risques d'investissement en coinvestissant au moyen de leurs propres ressources de sorte que leurs intérêts correspondent à tout moment à ceux de l'investisseur public;
- d) ils présentent une stratégie d'investissement, des critères et une proposition de calendrier des investissements;
- e) les investisseurs sont autorisés à être représentés dans les organes de gouvernance du fonds d'investissement tels que le conseil de surveillance ou le comité consultatif.

(8) Une aide au financement des risques consistant en des garanties à des entreprises admissibles remplit les conditions suivantes:

- a) à la suite de l'aide, l'intermédiaire financier réalise des investissements qui n'auraient pas eu lieu, qui auraient été limités ou qui auraient été effectués différemment en l'absence d'aide. L'intermédiaire financier est en mesure de démontrer qu'il a recours à un mécanisme garantissant que tous les avantages sont répercutés autant que possible sur les bénéficiaires finals, sous la forme de volumes de financement plus importants, de portefeuilles plus risqués, d'exigences moindres en matière de sûretés requises, de primes de garantie plus faibles ou de taux d'intérêt réduits;
- b) dans le cas de prêt, le montant nominal du prêt sous-jacent est pris en compte dans le calcul du montant d'investissement maximal aux fins de l'application du paragraphe 4. La garantie n'excède pas 80 pour cent du prêt sous-jacent.

(9) La mise en œuvre des aides au financement des risques peut être confiée à une entité mandatée.

(10) Les aides au financement des risques en faveur des PME qui ne remplissent pas les conditions définies au paragraphe 2 sont autorisées pour autant que les conditions suivantes soient remplies:

- a) au niveau des PME, les aides remplissent les conditions définies dans le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;
- b) toutes les conditions définies au présent article, à l'exception de celles prévues aux paragraphes 2, 3 et 4, sont remplies; et
- c) les aides au financement des risques consistant en des investissements en fonds propres, en quasi-fonds propres ou sous forme de prêts en faveur d'entreprises admissibles mobilisent des fonds supplémentaires auprès d'investisseurs privés indépendants au niveau des intermédiaires financiers ou des PME, de manière que le taux global de participation privée atteigne au moins 60 pour cent du financement des risques fourni aux PME.

### **Chapitre 3 – Formes et dispositions en matière de demande et d'octroi des aides**

#### **Art. 11. Formes de l'aide**

(1) Les aides prévues aux articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 peuvent prendre la forme d'une subvention en capital, d'une avance récupérable ou d'une bonification d'intérêts.

Les aides prévues à l'article 8 peuvent en outre prendre la forme d'une garantie, d'un prêt ou d'un apport en fonds propres.

Les aides prévues à l'article 10 prennent la forme d'une garantie, d'un prêt ou d'un apport en fonds propres ou quasi-fonds propres.

(2) Lorsqu'une aide est octroyée sous une forme autre qu'une subvention ou une bonification d'intérêt, le montant de l'aide est son équivalent-subvention brut.

(3) Lorsque l'aide est octroyée sous forme d'avances récupérables qui, en l'absence de méthodes approuvées par la Commission européenne pour calculer leur équivalent-subvention brut, sont exprimées en pourcentage des coûts admissibles, et que l'aide prévoit qu'en cas d'issue favorable du projet, définie sur la base d'une hypothèse prudente et raisonnable, les avances sont remboursées à un taux d'intérêt au moins égal au taux d'actualisation applicable au moment de l'octroi de l'aide, les intensités d'aide maximales fixées au chapitre 2 pourront être majorées de 10 points de pourcentage.

(4) L'aide accordée à une entreprise sur base d'un des régimes d'aides institués par la présente loi pourra combiner plusieurs formes d'intervention de l'Etat, sans pour autant que les seuils d'intensité des aides puissent être supérieurs à ceux inscrits au chapitre 2 ci-avant.

**Art. 12. Versement de la subvention et de l'avance récupérable**

(1) La subvention en capital et l'avance récupérable sont versées après réalisation complète des investissements ou des dépenses pour lesquelles elles ont été octroyées. Toutefois, un ou plusieurs acomptes pourront être liquidés au fur et à mesure de la réalisation des investissements ou des dépenses en vue desquels l'aide a été octroyée.

(2) Les aides sous forme d'apport en fonds propres peuvent être versées avant l'achèvement du projet.

(3) Les aides sous formes de bonifications d'intérêts sont versées annuellement.

La bonification d'intérêts peut être versée par l'intermédiaire d'un établissement de crédit ou d'un organisme financier de droit public.

L'équivalent-subvention brut de la bonification d'intérêts ne peut pas aller au-delà des seuils d'intensité prévus pour l'aide concernée.

**Art. 13. Remboursement de l'avance récupérable**

L'entreprise conviendra par voie conventionnelle lors de l'octroi de l'aide avec le ou les ministres compétents pour l'attribuer des modalités de remboursement de l'avance récupérable en cas de succès du projet dont les critères seront fixés dans la convention.

**Art. 14. Délai de demande**

Le paiement des aides prévues par les régimes institués par la présente loi devra être demandé, sous peine de forclusion, dans un délai de cinq années à compter du décaissement de la dépense pour laquelle l'aide est sollicitée, délai pouvant être prorogé sur demande écrite du bénéficiaire de l'aide.

**Art. 15. Procédure de demande**

(1) Les demandes d'aide doivent être présentées aux ministres.

(2) La présente loi s'applique exclusivement aux aides ayant un effet incitatif pouvant induire une modification du comportement du bénéficiaire de l'aide d'une façon telle que ce dernier entreprend des activités qu'il n'exercerait pas en l'absence d'aide ou qu'il exercerait de façon plus limitée.

(3) Une aide est réputée avoir un effet incitatif si le bénéficiaire a présenté une demande d'aide écrite avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question. La demande d'aide contient au moins les informations suivantes:

a) le nom et la taille de l'entreprise;

- b) une description du projet d'investissement et du bénéficiaire, y compris ses dates de début et de fin;
- c) une description des modalités d'exploitation du projet d'investissement et du potentiel économique;
- d) la localisation du projet;
- e) le coût total du projet;
- f) une liste des coûts admissibles du projet suivant le régime visé;
- g) les bénéfices et coûts d'exploitation, s'il y a lieu;
- h) un plan de financement;
- i) la forme de l'aide et le montant du financement public nécessaire pour le projet;
- j) tout élément pertinent permettant aux ministres d'apprécier les qualités ou spécificités du projet ou programme et son effet incitatif.

(4) Les ministres peuvent demander toutes les pièces jugées utiles afin de pouvoir déterminer la taille de l'entreprise. A cette fin, les ministres peuvent vérifier auprès du Centre commun de la sécurité sociale le nombre de salariés de l'entreprise et des entreprises liées et partenaires au sens de l'article 3 de la présente loi.

(5) L'entreprise donne l'accord préalable aux ministres afin qu'ils puissent vérifier auprès de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et du Centre commun de la sécurité sociale, que l'entreprise ne s'est pas soustraite aux charges fiscales ou sociales, sinon elle joint les certificats de ces administrations prouvant que toutes les charges fiscales ou sociales ont été payées.

#### **Art. 16. Procédure d'octroi**

(1) Les ministres ne peuvent accorder les aides prévues au chapitre 2 pour un montant supérieur à 100 000 euros qu'après avoir demandé l'avis d'une commission consultative dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.

(2) La commission précitée pourra s'entourer de tous renseignements utiles concernant le projet, l'investissement ou le bénéficiaire, entendre les requérants en leurs explications, requérir, le cas échéant, la présentation d'un plan d'affaires ou de pièces équivalentes et se faire assister par des experts.

(3) Dans les autres cas, les ministres octroient l'aide sans devoir demander l'avis de la commission consultative prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-avant.

(4) En cas de dettes en matière de charges fiscales et sociales envers l'Administration des contributions directes, l'Administration de l'enregistrement et des domaines ou le Centre commun de la sécurité sociale, les ministres peuvent subordonner l'octroi de l'aide au paiement intégral de ces dettes ou à l'acceptation d'un plan d'apurement de ces dettes par les administrations concernées. L'entreprise peut opter pour un paiement partiel ou total de ces dettes par un versement des ministres de la somme due en vertu de l'aide accordée aux administrations concernées.

#### **Art. 17. Règles de cumul**

(1) Afin de déterminer si les seuils et les intensités d'aide maximales fixés par la présente loi sont respectés, il est tenu compte du montant total des aides d'Etat octroyées en faveur de l'activité, du projet ou de l'entreprise considérés.

(2) Les aides aux coûts admissibles identifiables prévues par la présente loi peuvent être cumulées avec:

- a) toute autre aide d'Etat, dès lors qu'elle porte sur des coûts admissibles identifiables différents;
- b) toute autre aide d'Etat portant sur les mêmes coûts admissibles, se chevauchant en partie ou totalement, uniquement dans les cas où ce cumul ne conduit pas à un dépassement de l'intensité ou du montant d'aide les plus élevés applicables à ces aides en vertu des règles applicables.

(3) Les aides aux coûts admissibles non identifiables prévues au titre des dispositions des articles 8 et 10 de la présente loi peuvent être cumulées avec n'importe quelle autre aide d'Etat ayant des coûts admissibles identifiables. Les aides aux coûts admissibles non identifiables peuvent être cumulées avec n'importe quelle autre aide d'Etat aux coûts admissibles non identifiables, à concurrence du seuil de financement total le plus élevé applicable fixé, dans les circonstances propres à chaque cas, par la présente loi.

(4) Pour les mêmes coûts admissibles, les aides définies au chapitre 2 ci-avant ne sont pas cumulables avec des aides „de minimis“, pour autant que le cumul conduit à dépasser l'intensité d'aide maximale prévue par le régime applicable.

#### **Chapitre 4 – Sanctions et restitutions des aides**

##### **Art. 18. Perte du bénéfice de l'aide et restitution**

(1) Les bénéficiaires des aides régies par la présente loi perdent les avantages qui leur ont été consentis si, avant l'expiration de la durée normale d'amortissement de biens mobiliers ou avant l'expiration d'un délai de 30 ans à partir de l'octroi d'une aide pour l'acquisition de biens immobiliers ou avant l'expiration d'un délai de 5 ans à partir du versement intégral de la subvention en capital ou de la bonification d'intérêts ou de l'avance récupérable ou de l'apport en fonds propres ou quasi-fonds propres prévus à l'article 11, ils aliènent les investissements pour lesquels l'aide d'Etat a été accordée, sans justification de raisons objectives, ou s'ils ne les utilisent pas ou cessent de les utiliser aux fins et conditions convenues avec l'Etat. Dans ces cas, les bénéficiaires doivent rembourser partiellement ou totalement les bonifications d'intérêts et les subventions en capital versées à leur profit.

(2) Lesdits avantages ne sont pas perdus lorsque l'aliénation, l'abandon ou le changement d'affectation ou des conditions d'utilisation prévues ont été approuvées préalablement par les ministres et sont la conséquence de force majeure ou de circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire.

(3) La constatation des faits entraînant la perte des avantages en question est faite par les ministres sur avis de la commission prévue à l'article 16 de la présente loi. Il en est de même de la fixation des montants à rembourser par les bénéficiaires.

(4) Dans chacun de ces cas, le bénéficiaire doit rembourser le montant des aides versé, augmenté des intérêts légaux applicables avant l'expiration d'un délai de 3 mois à partir de la date de la décision ministérielle de remboursement, sauf si celle-ci prévoit à cet effet un autre délai.

(5) Les employeurs qui ont été condamnés à au moins deux reprises pour contraventions aux dispositions interdisant le travail clandestin ou aux dispositions interdisant l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, au cours des quatre dernières années précédant le jugement de la juridiction compétente, sont exclues du bénéfice de la présente loi pendant une durée de trois années à compter de la date de ce jugement.

##### **Art. 19. Cessation d'activité**

Lorsqu'une entreprise bénéficiaire d'une aide octroyée en vertu de la présente loi cesse volontairement son activité au cours d'une période de cinq ans à partir de la décision d'octroi de l'aide, que la cessation soit totale ou partielle, elle doit en informer les ministres sans délai. Ceux-ci peuvent demander le remboursement total ou partiel de l'aide versée.

##### **Art. 20. Dispositions pénales**

Les personnes qui ont obtenu un des avantages prévus par la présente loi sur base de renseignements sciemment inexacts ou incomplets sont passibles des peines prévues à l'article 496 du Code pénal, sans préjudice de la restitution des avantages et de la décision d'exclusion prévues à l'article 18 ci-avant.

#### **Chapitre 5 – Dispositions finales**

##### **Art. 21. Suivi des aides octroyées**

(1) La documentation relative aux aides octroyées au titre de la présente loi est conservée par les ministres pendant 10 ans à partir de la date d'octroi de la dernière aide octroyée au titre du régime considéré.

(2) Cette documentation doit contenir toutes les informations utiles démontrant la conservation, d'une part, des informations prouvant que la procédure de demande prévue à l'article 14 et les critères d'attribution des aides au sens de l'article 15 de la présente loi ont été respectés et, d'autre part, des pièces justificatives nécessaires pour établir si toutes les conditions énoncées dans le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sont remplies.

(3) La conservation de ces données peut être réalisée sous format électronique.

**Art. 22. Dispositions financières et budgétaires**

L'octroi et le versement des aides instituées par la présente loi se font dans la limite des crédits prévus par la loi budgétaire annuelle.

**Art. 23. Dispositions modificatives**

(1) Les dispositions des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes sont abrogées le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Les dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie sont abrogées le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 24. Dispositions transitoires**

(1) Les investissements, opérations et activités connexes visées au chapitre 2 ci-avant, décidés avant l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi sont susceptibles de faire l'objet d'une aide sur la base des dispositions de ladite loi pour autant que la demande en remplisse toutes les conditions.

(2) Les engagements contractés par l'Etat et les entreprises sur la base des dispositions des articles abrogés par l'article 23 de la présente loi gardent leur pleine valeur et continuent d'être exécutés sur la base et en fonction des dispositions de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes ou de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1° le développement et la diversification économiques, 2° l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie selon la loi applicable.

**Art. 25. Intitulé de citation**

La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : „loi du ... relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises“.

Luxembourg, le 27 juin 2018

*Le Rapporteur,*  
Tess BURTON

*Le Président,*  
Franz FAYOT

